

Combien d'électeurs écologistes l'initiative UDC séduira-t-elle?

«Pas de Suisse à 10 millions» Si les Verts et les Vert'libéraux sont farouchement opposés au texte soumis en votation le 14 juin, certains de leurs sympathisants se laissent tenter.

Florent Quiquerez Berne

Officiellement, il n'y a pas photo. Lors des votes au parlement, que ce soit au National ou aux États, écologistes et Vert'libéraux ont rejeté à l'unanimité l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions». Depuis, leurs représentants font partie des comités qui dénoncent le chaos qu'engendrerait une acceptation du texte le 14 juin.

Officieusement toutefois, les avis ne sont pas aussi tranchés au sein de la population qui vote en faveur de ces deux partis. Deux enquêtes d'opinion ont déjà été publiées sur cette initiative, et elles montrent qu'une minorité non négligeable des électeurs «écologes» pourrait se laisser tenter par le texte.

Ainsi, en décembre, un sondage Tamedia (éditeur de ce contenu) révélait que 19% de la base des Verts – et autant du côté des Vert'libéraux, se disait prête à voter oui à ce frein à l'immigration. Le 17 mars, alors que l'initiative était déjà sur toutes les lèvres, ils étaient encore 18% au PVL, et 15% chez les écologistes. Sans compter une part non négligeable d'indécis (8 à 9%).

On verra la semaine prochaine, avec la publication des prochaines vagues, si les appareils de partis ont réussi à convaincre ces «brebis égarés». L'enjeu est de taille: alors que le résultat s'annonce extrêmement serré, quelques voix pourraient faire la différence.

Nom officiel: initiative sur la durabilité

Que des électeurs soucieux de l'environnement se laissent tenter par ce texte n'est pas totalement surprenant. Son auteur, l'UDC, est en effet sorti de sa rengaine anti-étranger pour faire de ce texte «une initiative sur la durabilité», son nom officiel. En jouant sur la disparition des terres arables et la bétonisation de la nature, le parti titille une corde sensible: les effets d'une croissance continue.

«Nous vivons dans un monde fini, qui nous impose d'une manière ou d'une autre ses limites», note Jean-Paul Cavin. Ce pionnier de l'écologie politique dans le canton de Vaud a été conseiller communal à Lausanne et député au Grand Conseil. Avant de démissionner du parti. Aujourd'hui, il dit tout haut ce que certains électeurs pensent tout bas: «Il existe un argumentaire écologiste en faveur de cette initiative». Et de rappeler que – si l'on exclut les zones inhabitables – la densité de la Suisse est l'une des plus élevées du monde.

«Le constat est d'une évidence qui crève les yeux, poursuit Jean-Paul Cavin. Nous n'arrivons pas à suivre pour fournir à cette population en constante et forte augmentation les logements et les infrastructures dont elle a besoin. Et quand on y parvient, c'est au détriment des terres cultivées, qui ne nourrissent déjà pas la moitié de la



Les Vert'libéraux ont rejeté unanimement l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions». Leur base, elle, est plus divisée. Keystone



«Voir 80% de notre électorat opposé à l'initiative avant même son lancement est un signal encourageant.»

Delphine Klopfenstein Broggin
Conseillère nationale (Verts/GE)



«On ne convaincra pas les gens en leur répétant que la prospérité du pays n'est assurée qu'avec une forte immigration.»

Céline Weber
Vice-présidente du parti Vert'libéral suisse (VD)

population.» Pour lui, le principe de la densification a atteint ses limites. «La population se rebelle de plus en plus contre le bétonnage de son environnement. Quant à la biodiversité, elle est une des principales victimes de ce développement. Bref, on s'approche de la saturation.»

Il conclut que, le 14 juin, il s'agira d'un choix de société. «Non pas entre la prospérité et le chaos, mais entre la fuite en avant dans une croissance qui prétend – à tort – nous mener au bonheur et la raison qui nous commande de prendre des mesures progressivement, pendant qu'il est encore temps.» Pour lui, cette initiative «est tout à fait raisonnable, même si le parti qui la porte ne l'est pas toujours».

La réaction des Vert et des Vert'libéraux

Comment réagissent les partis à ce possible oui «écologique»? «Je suis convaincue qu'il va diminuer au fur et à mesure de la campagne, réagit Delphine Klopfenstein Broggin (Verts/GE). Voir 80% de notre électorat opposé à l'initiative avant même son lancement est un signal encourageant. Mener campagne, c'est aussi expliquer simplement le contenu du texte, et sur le terrain, je constate que le message passe plutôt bien. Les gens savent tout ce qu'ils ont à perdre avec un oui.»

La conseillère nationale précise: «Le débat sur la croissance est important. Les Verts sont prêts à l'empoigner, mais de façon sérieuse. L'UDC surfe sur cette question en parlant d'une initiative de durabilité, mais il suffit de lire le contenu du texte pour se rendre compte qu'elle n'en parle pas du tout. Au contraire, cette initiative est raciste, xénophobe, anti-Europe et anti-asile. Et c'est pour cela qu'il faut s'y opposer.» Pour Delphine Klopfenstein Broggin, ce message passe de mieux en mieux, «les gens ne sont pas dupes».

Du côté des Vert'libéraux, Céline Weber (VD) estime qu'«il faut tenir compte de cette minorité. Pour ces gens, la prospérité du pays n'est pas un but en soi, ou en tout cas pas le seul but. Ils sont prêts à en avoir moins, si, en contrepartie, on allège la pression sur l'environnement en freinant l'immigration.» Et de rappeler que, dès le départ, les Vert'libéraux ont été un des seuls partis à proposer des solutions alternatives pour éviter de devoir accueillir toujours plus de main-d'œuvre étrangère en Suisse.

Pour la vice-présidente du parti, des solutions existent: «Il faut encourager la réinsertion des travailleurs qui sont déjà ici, en finir avec la pénalisation de l'employabilité des seniors, mettre en place des mesures pour inciter davantage les réfugiés et mieux insérer les chômeurs.» Pour celle qui est opposée à l'initiative, «on ne convaincra pas les gens en leur répétant que la prospérité du pays n'est assurée qu'avec une forte immigration».

Tout ce débat autour de la croissance et du lien entre préservation de l'environnement et immigration n'est pas nouveau à Berne. En 2014, le débat avait déjà eu lieu autour de l'initiative Eco-pop. Le texte lancé par l'association Écologie et population voulait réduire drastiquement l'afflux de migrants et promouvoir la contraception dans les pays pauvres. Il avait été rejeté par 74% des votants, alors que les sondages estimaient qu'un écologiste sur cinq était prêt à le soutenir.

Cette part, qui varie d'un cinquième à un quart, semble tenace. Fin mars, des politologues du FORS (Centre de compétences suisse en sciences sociales) expliquaient que – selon leurs enquêtes la gent masculine – l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions» était massivement rejetée à 74% par les électeurs soucieux du climat. Ce qui en laisse 26% à être tentés.